L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 4 MARS 1877. 30me. Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 4 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Par le shérif, le fonds d'une laiterie située rue des Champs Elysées, à l'angle de la rue de la Loi, 2me District.

Par S. Golsmith, rue des Libéraux, entre Franklin et Union—Une vacherie.

Par M. Stern & Co., sat No 61 de la rue de la Course, grand stock de chaussures pour hommes, femmes et enfants.

Par A. Marks, Levy & Co., au No 61 de la rue des Magasins—Marchandises sèches, literie, cassimir, doeskins, "sealskin", couvertures, etc.

ATTENTION ! ! !

☞ Nous appelons l'attention sur la vente aux enchères qui aura lieu demain à 9 heures sur les lieux, rue des Champs-Elysées, à l'angle existant de la rue de la Loi, par le ministère du shérif, du fonds d'une laiterie, consistant en dix vaches, &c., aussi un mulet.—Voir l'annonce.

Voir nos articles en grands blancs. — Un bon assortiment. Voir l'annonce d'encan de D. H. Murphy & Son.

SPECTACLES.

Dimanche, 4 Mars 1877.
ACADEMIE— Miss Hutton, drame.

Le dernier Président et le dernier Congrès.

Les flatteurs n'ont pas manqué au général Grant pendant qu'il était au pouvoir, je ne lui manqueront pas encore maintenant qu'il l'a quitté. Il se trouvera, malgré dans le Sud, des gens généreux et assez oublieux pour lui pardonner le mal qu'il a fait à cette section et pour lui savoir gré de ne pas en avoir fait davantage. Nous ne saurions, quant à nous, poousser l'indulgence jusque là, car nous ne nous croyons nullement tenu d'éprouver de la reconnaissance pour un semblant de neutralité montré par Grant dans les derniers jours de sa présidence, non par sympathie pour nous, mais par crainte de l'opinion publique ou peut-être même par un sentiment moins avouable.

Il nous est impossible d'oublier la persécution incessante dont notre Etat a été l'objet depuis huit ans de la part de l'ex-Président, et nous ne voyons nullement pourquoi nous le remercierions d'avoir rendu possible l'élection frauduleuse de Hayes en entourant d'un cordon de troupes le Bureau des retours et d'avoir tenu depuis deux mois, en échec le gouvernement légal de la Louisiane, en couvrant le pseudo gouvernement de Packard de l'égide de ses baïonnettes, ce qui nous expose au danger de voir ce gouvernement soutenu plus tard par le nouveau Président.

Mais, précisément parce que nous avons trop à cœur les nombreux griefs, récents et anciens de notre Etat, nous ne nous sentons pas l'impartialité nécessaire pour apprécier avec équité le rôle joué par le président Grant pendant ses deux présidences.

Les historiens futurs rempliront cette tâche mieux que nous ne pourrions le faire, car ils auront, pour appuyer leurs commentaires, toutes les conséquences qui auront découlé de la situation dans laquelle Grant laisse la république après huit années de pouvoir. Nous ne pouvons que constater que cette situation n'offre rien de bien encourageant.

L'avénement de Grant au pouvoir était le résultat du triomphe de la force sur le droit. Le bien pouvait en sortir comme le mal, suivant l'usage qui serait fait de cette force. Or, à quoi a abouti le pouvoir issu de cette origine ? A assurer le triomphe de la fraude sur le droit. Comment espérer que la république sorte avec plus d'avantages de cette nouvelle épreuve que de la première ?

En politique, la nuit n'est faite ni aux intelligences, ainsi que les consciences, et le peuple américain va marcher à l'aventure dans ces ténèbres, sans savoir dans quelle direction il pourra retrouver la lumière.

Pendant un moment, le parti républicain avait paru vouloir incarner en lui l'idée de centralisation. C'était une idée politique, qui pouvait avoir plus ou moins d'opportunité, mais qui avait le mérite d'être une idée précise, ayant un but tangible, représentant un système pratique de gouvernement fort et actif. Si le parti républicain eût réussi avec ce programme, le pays aurait eu à faire un essai nouveau, et le succès de cet essai eût consolidé le parti qui en aurait eu l'initiative. Mais le rejet de Grant comme candidat a été la répudiation du programme centralisateur et il se trouve que l'élection de Hayes n'a été possible que par un recours —peu sincère il est vrai, mais non moins expressé—à la théorie la plus extrême du droit des Etats, ce qui fait que le triomphe du candidat républicain est la négation même des idées du parti.

Si, d'ailleurs, nous examinons à quoi ont abouti tous les efforts du parti républicain pendant les huit années de la double présidence de Grant, que voyons-nous ? La reconstruction des onze Etats du Sud a été, de l'aveu même de ses auteurs, un échec complet. Partout, les gouvernements républicains qu'elle avait eu pour but d'établir et de perpétuer, ont été remplacés par des gouvernements démocratiques.

Les tendances centralisatrices qui étaient devenues, à un moment, le programme avéré du parti, ont disparu pour faire place à une politique d'expédients.

Vainqueur par des moyens honteux, le parti républicain a bien réussi, il est vrai, à désorganiser la démocratie nationale, mais il ne sort lui-même de la lutte que dépouillé de son armure et ayant perdu son drapeau.

Ainsi, les deux présidences de Grant n'ont été heureuses ni pour le pays qui n'a retrouvé ni la légalité, ni le calme, ni la confiance, ni pour Grant lui-même qui a dû renoncer à se maintenir au pouvoir, ni pour son parti qui trouvera dans son succès même, acheté par la fraude, une cause de dissolution et de mort.

Ruines politiques et ruines morales, voilà donc tout ce qu'aura produit le passage au pouvoir du vainqueur de la sécession qu'on prétendait assimiler comme restaurateur de l'Union à Washington qui en avait été le fondateur.

Le 44ème Congrès, dont le terme vient d'expirer avec celui de la présidence de Grant, a été le premier Congrès, depuis 1861, dans lequel le parti républicain n'ait pas eu le contrôle absolu des deux Chambres. Grâce à l'immense réaction populaire produite dans le pays en 1872 et 1874, par les notes scélérates de l'administration fédérale, le parti démocratique, qui était en minorité de 69 à 80 voix dans la Chambre du Congrès précédent, était arrivé à avoir dans le dernier une majorité de 90 voix, ce qui lui assurait une majorité des deux tiers. Jamais revirement aussi prompt et aussi complet ne s'était produit.

A quoi a servi cette majorité si considérable ? Quel parti les chefs de la démocratie ont-ils eu en tirer pour le pays et pour leur propre parti ?

On ne le sait que trop. Ils n'ont eu ni arrêter le pouvoir envahissant dans ses empiètements, ni contrebalancer la majorité radicale du Sénat. Ils ont laissé voter cinq millions soldats de plus à Grant pour influencer les élections dans le Sud, et ils n'ont pas eu encourager le mouvement de désertion qui s'était produit en 1876 dans les rangs républicains. Au lieu d'une majorité de 90 voix, les démocrates n'auront plus dans la prochaine Chambre qu'une majorité de cinq à six voix. Enfin, bien qu'ayant obtenu pour la présidence une majorité incontestable, ils se sont laissé enlever par l'abandon le plus inexplicable de la position inexpugnable que leur faisait la Constitution.

L'appauvrissement du 44ème Congrès, laisse le grand parti national démocrate divisé et désorganisé, à la suite d'une victoire dont ces chefs n'ont pas su recueillir les fruits.

Nous ne pouvons donc regretter ni le président qui descend du pouvoir, ni le Congrès qui s'en va. Rien n'est malheureusement de nature à nous inspirer confiance ni dans la nouvelle administration, ni dans le prochain Congrès. Le mieux qu'on puisse en espérer est leur abnégation à faire le mal, leur éloignement. Qu'ils laissent aux Etats leur droit de se gouverner, et au peuple américain en liberté d'action, et il pourra de là une amélioration matérielle qui aidera peut-être au relèvement de l'esprit public, si abattu et si désorganisé depuis quelques années.

La politique de Grant et celle de Hayes.

Plus de statu quo.

La Louisiane rendue à elle-même.

La dépêche suivante a été adressée au gouverneur Nicholls :

Washington, D. C., 3 mars 1877.
Au gouverneur F. T. Nicholls.

Le Président dit qu'il a envoyé jeudi une dépêche à Packard pour l'avertir que les troupes fédérales allaient être employées à soutenir envers des prétendants et qu'il ne croit pas que Packard tentera aucune opération offensive. Le Président a envoyé la dépêche de façon que Packard pût avoir le temps de raisonner à ses prétentions, s'il y était disposé.

Le Président a dit que des instructions ont été données qui annulent tous les ordres pour la préservation du statu quo, et que si vous ni Packard n'êtes tentés de l'observer ; qu'il entend que le peuple de la Louisiane soit aussi exempt de toute intervention fédérale dans ses affaires que le peuple du Connecticut, et qu'il n'a aucune disposition à intervenir chez eux plus qu'il ne l'a à New York. Le Président donne son approbation à votre projet de lancer immédiatement une proclamation commandant la protection, l'amnistie et la paix.

A la question "si un pouvoir exécutant les ordres des cours de Nicholls serait entravé par les forces militaires," il a répondu "non plus que dans un autre Etat."

A la demande "si les officiers de Nicholls prenaient possession des bureaux d'Etat, sans violence de la population, y aurait-il intervention militaire", il a répondu : il n'y en aurait pas. Les forces militaires seraient employées comme elles l'ont été une fois à New York et comme elles le seraient dans tout Etat pour donner une population qui serait trop formidable pour le pouvoir civil ou les autorités de l'Etat.

Nous avons soumis la dépêche d'hier qui précède au président, qui l'a révisée de sa main et nous autorise à déclarer que nous en forme actuelle elle est parfaitement correcte.

E. A. BURKE,
E. L. GIBSON,
E. J. ELLIS,
WM. M. LEVY.

Cette dépêche confirme complètement l'interprétation donnée par nous hier, à la réponse faite à M. Packard. Les partisans de ce dernier ont feint de ne pas comprendre le sens de cette réponse, mais la dépêche des représentants de la Louisiane n'a pu leur laisser aucun doute.

M. Packard, abandonné par le président Grant, se retourne du côté de Hayes, et voici la dépêche que son compère Kellogg lui a adressée hier et qu'il a fait lire à son cabinet après l'ajournement.

Washington, 3 mars, 12:40 h. P. M.
Au gouverneur S. B. Packard, Nouvelle-Orléans :

Le président dit officiellement et expressément qu'il désire que le *statu quo* reste et présent soient préservés jusqu'à ce qu'il ait le temps d'examiner et de décider, et qu'aucune personne n'est autorisée à annoncer sa politique à l'égard du Sud.

W. P. KELLOGG.

Il nous semble qu'après la lecture de ces dépêches, le gouvernement légal de la Louisiane ne devait plus hésiter et qu'il devait sans perdre une minute, prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au jeu de M. Packard, et reprendre possession de la maison d'Etat et des bureaux, en observant d'ailleurs toutes les formes légales. Ne pas mettre à profit la situation actuelle est peut-être une faute politique grave dont nul ne saurait prévoir les conséquences.

La responsabilité appartient à ceux qui ont charge du gouvernement. Nous souhaitons qu'ils soient bien inspirés, mais nous craignons qu'ils n'aient laissé échapper à tout l'occasion favorable.

Le bill des water-works.

Le bill des water-works est certainement l'un de ceux qui doit occuper l'attention de nos législateurs pendant cette session, car il est urgent d'arriver à un moyen de fournir à la Nouvelle-Orléans une alimentation d'eau suffisante.

Nous avons approuvé l'économie du bill en ce qui concerne la ville et les porteurs de Bons, mais nous avons demandé que la loi garantisse les consommateurs contre les exactions possibles de la compagnie projetée. On nous informe que la section 15 doit être amendée par l'insertion d'un pouvoir qui interdira en aucun cas, à la compagnie de fixer des taux supérieurs aux taux actuellement perçus pour la ville. Cette limitation nous paraît acceptable et suffisante.

Quant aux réserves que nous avons faites relativement aux chances de succès de la compagnie, elles n'auraient pas, nous assure-t-on, de raison d'être, attendu que l'affaire serait entreprise par des corporations et des capitalistes qui, ayant déjà la plus grande partie des anciens Bons, et devant devenir actionnaires, auraient tout intérêt à la faire réussir et seraient à même d'obtenir les ressources nécessaires à l'exécution des travaux.

Le plan de la compagnie, bien qu'il ne soit pas indiqué dans le bill, consisterait à amener de l'eau claire d'une rivière qui pourrait en fournir en abondance, de sorte que les dépenses courantes, une fois les installations établies, seraient peu considérables.

L'exécution des travaux nécessaires pour faire venir les eaux d'une distance aussi éloignée devrant demander beaucoup de temps, il est à désirer que la prise en considération du bill ait lieu à la session actuelle.

DÉPART DU SÉNATEUR EUSTIS.—L'honorable James B. Eustis, ci-, l'année dernière, sénateur des Etats-Unis, est un parti pour Washington, afin de reconcilier en dernier de d'admission au Sénat des Etats-Unis. On sait que le nouveau Sénat a été convoqué en session extraordinaire et doit se réunir lundi, la majorité des républicains y est considérablement réduite ; elle n'est plus que de quelques voix. Le Sénat aura à se prononcer sur l'admission de M. Eustis et sur celle de M. Kellogg qui se prétend élu par la cabale Packard.

COMPTE RENDUS DE L'ATHENÉE LOUISIANAIS.—La cinquième livraison du tome 1er de cette intéressante publication vient de paraître. En voici le sommaire ; 1° l'immigration et Colonisation en Louisiane. Deuxième partie. M. le docteur Dolf-Orto.—2° Geoffroy le Troubadour. Poème. M. George Dennemon, 3° Mascarillades.

FELLMAN BROS.—Cette maison qui est reconnue comme vendant le meilleur marché, ici, vient de recevoir et se propose de les déballer demain, des marchandises de printemps. On trouvera plus loin l'énumération de ces marchandises ainsi que leurs prix.

M. L. BYRNE & Cie.—163 RUE DU CANAL.—Nous débaillerons cette semaine plusieurs caisses de marchandises de printemps nouvelles, Calicots, Percales, Piqués, Linons Tollis, ainsi qu'un vaste assortiment de nouvelles étoffes à robes pour printemps, articles de choix, à dix sous et au-dessus. Dans nos départements de marchandises de blanc et de gaze, nous avons un stock complet qui provient des meilleures fabriques et que nous vendrons à très bas prix.

A Personne qui ne voit goutte
Mieux vaut une main tendue
Qu'un coup d'œil.
Achetez donc
Un billet
De $10
Dans le tirage extra
de la
Loterie de la Louisiane
Achetez un billet.

Trop tard l'indignation.

Le journal le *Sun*, de New York, qui paraît à tort ou à raison, pendant la dernière campagne électorale, pour redresser les torts de M. Tilden, a paru leur avec une colonnes en écrit en faveur de [illegible] d'action, et il paraîtra de là une amélioration matérielle qui aidera peut-être au relèvement de l'esprit public, si abattu et si désorganisé depuis quelques années.

La politique de Grant et celle de Hayes.

Plus de statu quo.

La Louisiane rendue à elle-même.

Le déplorable suivante a été adressée au gouverneur Nicholls :

Washington. D. C., 3 mars 1877.
Au gouverneur F. T. Nicholls.

Le Président dit qu'il a envoyé jeudi une dépêche à Packard pour l'avertir que les troupes fédérales allaient être employées à soutenir envers des prétendants et qu'il ne croit pas que Packard tentera aucune opération offensive. Le Président a envoyé la dépêche de façon que Packard pût avoir le temps de raisonner à ses prétentions, s'il y était disposé.

Le Président a dit que des instructions ont été données qui annulent tous les ordres pour la préservation du statu quo, et que si vous ni Packard n'êtes tentés de l'observer ; qu'il entend que le peuple de la Louisiane soit aussi exempt de toute intervention fédérale dans ses affaires que le peuple du Connecticut, et qu'il n'a aucune disposition à intervenir chez eux plus qu'il ne l'a à New York. Le Président donne son approbation à votre projet de lancer immédiatement une proclamation commandant la protection, l'amnistie et la paix.

A la question "si un pouvoir exécutant les ordres des cours de Nicholls serait entravé par les forces militaires," il a répondu "non plus que dans un autre Etat."

A la demande "si les officiers de Nicholls prenaient possession des bureaux d'Etat, sans violence de la population, y aurait-il intervention militaire", il a répondu : il n'y en aurait pas. Les forces militaires seraient employées comme elles l'ont été une fois à New York et comme elles le seraient dans tout Etat pour donner une population qui serait trop formidable pour le pouvoir civil ou les autorités de l'Etat.

Nous avons soumis la dépêche d'hier qui précède au président, qui l'a révisée de sa main et nous autorise à déclarer que nous en forme actuelle elle est parfaitement correcte.

E. A. BURKE,
E. L. GIBSON,
E. J. ELLIS,
WM. M. LEVY.

Cette dépêche confirme complètement l'interprétation donnée par nous hier, à la réponse faite à M. Packard. Les partisans de ce dernier ont feint de ne pas comprendre le sens de cette réponse, mais la dépêche des représentants de la Louisiane n'a pu leur laisser aucun doute.

M. Packard, abandonné par le président Grant, se retourne du côté de Hayes, et voici la dépêche que son compère Kellogg lui a adressée hier et qu'il a fait lire à son cabinet après l'ajournement.

Washington, 3 mars, 12:40 h. P. M.
Au gouverneur S. B. Packard, Nouvelle-Orléans :

Le président dit officiellement et expressément qu'il désire que le *statu quo* reste et présent soient préservés jusqu'à ce qu'il ait le temps d'examiner et de décider, et qu'aucune personne n'est autorisée à annoncer sa politique à l'égard du Sud.

W. P. KELLOGG.

Il nous semble qu'après la lecture de ces dépêches, le gouvernement légal de la Louisiane ne devait plus hésiter et qu'il devait sans perdre une minute, prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au jeu de M. Packard, et reprendre possession de la maison d'Etat et des bureaux, en observant d'ailleurs toutes les formes légales. Ne pas mettre à profit la situation actuelle est peut-être une faute politique grave dont nul ne saurait prévoir les conséquences.

La responsabilité appartient à ceux qui ont charge du gouvernement. Nous souhaitons qu'ils soient bien inspirés, mais nous craignons qu'ils n'aient laissé échapper à tout l'occasion favorable.

Le bill des water-works.

Le bill des water-works est certainement l'un de ceux qui doit occuper l'attention de nos législateurs pendant cette session, car il est urgent d'arriver à un moyen de fournir à la Nouvelle-Orléans une alimentation d'eau suffisante.

Nous avons approuvé l'économie du bill en ce qui concerne la ville et les porteurs de Bons, mais nous avons demandé que la loi garantisse les consommateurs contre les exactions possibles de la compagnie projetée. On nous informe que la section 15 doit être amendée par l'insertion d'un pouvoir qui interdira en aucun cas, à la compagnie de fixer des taux supérieurs aux taux actuellement perçus pour la ville. Cette limitation nous paraît acceptable et suffisante.

Quant aux réserves que nous avons faites relativement aux chances de succès de la compagnie, elles n'auraient pas, nous assure-t-on, de raison d'être, attendu que l'affaire serait entreprise par des corporations et des capitalistes qui, ayant déjà la plus grande partie des anciens Bons, et devant devenir actionnaires, auraient tout intérêt à la faire réussir et seraient à même d'obtenir les ressources nécessaires à l'exécution des travaux.

Le plan de la compagnie, bien qu'il ne soit pas indiqué dans le bill, consisterait à amener de l'eau claire d'une rivière qui pourrait en fournir en abondance, de sorte que les dépenses courantes, une fois les installations établies, seraient peu considérables.

L'exécution des travaux nécessaires pour faire venir les eaux d'une distance aussi éloignée devrant demander beaucoup de temps, il est à désirer que la prise en considération du bill ait lieu à la session actuelle.

DÉPART DU SÉNATEUR EUSTIS.—L'honorable James B. Eustis, ci-, l'année dernière, sénateur des Etats-Unis, est un parti pour Washington, afin de reconcilier en dernier de d'admission au Sénat des Etats-Unis. On sait que le nouveau Sénat a été convoqué en session extraordinaire et doit se réunir lundi, la majorité des républicains y est considérablement réduite ; elle n'est plus que de quelques voix. Le Sénat aura à se prononcer sur l'admission de M. Eustis et sur celle de M. Kellogg qui se prétend élu par la cabale Packard.

COMPTE RENDUS DE L'ATHENÉE LOUISIANAIS.—La cinquième livraison du tome 1er de cette intéressante publication vient de paraître. En voici le sommaire ; 1° l'immigration et Colonisation en Louisiane. Deuxième partie. M. le docteur Dolf-Orto.—2° Geoffroy le Troubadour. Poème. M. George Dennemon, 3° Mascarillades.

FELLMAN BROS.—Cette maison qui est reconnue comme vendant le meilleur marché, ici, vient de recevoir et se propose de les déballer demain, des marchandises de printemps. On trouvera plus loin l'énumération de ces marchandises ainsi que leurs prix.

M. L. BYRNE & Cie.—163 RUE DU CANAL.—Nous débaillerons cette semaine plusieurs caisses de marchandises de printemps nouvelles, Calicots, Percales, Piqués, Linons Tollis, ainsi qu'un vaste assortiment de nouvelles étoffes à robes pour printemps, articles de choix, à dix sous et au-dessus. Dans nos départements de marchandises de blanc et de gaze, nous avons un stock complet qui provient des meilleures fabriques et que nous vendrons à très bas prix.

A Personne qui ne voit goutte
Mieux vaut une main tendue
Qu'un coup d'œil.
Achetez donc
Un billet
De $10
Dans le tirage extra
de la
Loterie de la Louisiane
Achetez un billet.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—La représentation de ce soir mettra fin à l'engagement de Miss Charlotte Thompson. On la verra encore une fois dans "Miss Multon." C'est comme une artiste d'un grand talent qui nous quitte, et nous devons à M. Bellaché des remerciements pour nous avoir procuré l'occasion de l'entendre. L'excellent directeur de l'Académie ne nous devrait encore aucune reconnaissance, quand il n'aurait pas satisfait aux désirs du public en donnant une représentation à bénéfice à un artiste aussi populaire que Miss Thompson, ne serait-ce que pour remercier les amis de la Maison des pompiers, Miss Thompson prononcera ce soir un Discours aux Pompiers. Elle interprétera ensuite pour la première fois le rôle de Camille dans les pompiers. Mlle Thompson a été applaudie à outrance, et nous espérons qu'elle aura un bénéfice avant son départ.